



C E T R I

ANALYSE 2017  
3 janvier

Centre tricontinental

## BRESIL : ECLIPSE DES GAUCHES, ESSOR DES DROITES

Laurent Delcourt

**C'était à prévoir : les élections municipales d'octobre 2016 au Brésil se sont révélées cataclysmiques pour le Parti des travailleurs. Deux ans après un premier revers lors des présidentielles et parlementaires d'octobre 2014 qui ont abouti à la mise en place du Congrès le plus réactionnaire depuis la fin de la dictature ; et moins de deux mois après l'écartement définitif de Dilma Rousseff, il a poursuivi sa descente aux enfers.**

En perdant 378 municipalités, dont la très peuplée préfecture de São Paulo, le PT, autrefois considéré comme le plus grand parti de la gauche latino-américaine, est redevenu une force politique de second plan, loin derrière le très physiologique PMDB, ancien allié au gouvernement et architecte du coup d'État institutionnel contre la présidente.

Très vite, les dirigeants, militants et intellectuels pétistes se sont penchés sur les causes de cette nouvelle débâcle, pointant surtout - et parfois exclusivement - la violente campagne orchestrée par les médias, les juges et le ministère public, inféodés à l'élite et aux puissants intérêts des secteurs conservateurs, à l'affût du moindre faux pas du Parti des travailleurs. À l'évidence, leur travail de sape a fait son œuvre. Treize ans après avoir été écarté de la présidence, le *bloco das forças conservadoras* (Bloc des forces conservatrices) est parvenu non seulement à détruire l'image du PT et à délégitimer son héritage, mais aussi à lui retirer les derniers leviers de pouvoir, y compris le plus important d'entre eux, la seule fonction éligible au suffrage universel direct par tous les Brésiliens âgés de plus de 16 ans : la présidence<sup>1</sup>. Avec l'appui inespéré des classes moyennes urbaines du Sud du pays, les menées de ce bloc ont fini par donner corps aux attentes du leader du Movimento Brasil Livre, Kim Kataguiri : « *Il ne faut pas se contenter de saigner le PT, il faut lui tirer une balle dans la tête* » avait déclaré dans un discours la juvénile figure de la nouvelle droite brésilienne.

Commode pour les membres du parti des travailleurs et ses plus proches alliés, l'explication avancée n'épuise toutefois pas l'analyse des causes de cette succession de défaites politiques. La « conjuration des droites » ne fait certes pas l'ombre d'un doute (Greewald, Fishman, Miranda, 2016 ; Delcourt, 2016), mais elle ne peut complètement dédouaner le PT de sa propre responsabilité dans ce déclasserment politique et, plus largement, dans le reflux général des gauches brésiliennes au profit d'une droite violemment « démophobe ».

Dans un billet au vitriol, écrit le lendemain du premier tour des élections municipales, le politologue Aldo Fornazieri exhortait le PT à faire également son autocritique : « *Il ne manquait pas de signes avant-*

<sup>1</sup> Comme le souligne José Correa Leite, dans un article documenté : « L'impeachment fut [bel et bien] un coup d'État institutionnel qui s'en est d'abord pris à la démocratie, non pas parce que Dilma avait mis en œuvre des politiques particulièrement progressistes, mais parce que la présidence de la République est l'unique charge électorale résultant d'un réel processus démocratique » (2016). Sur le rapport ambigu des élites latino-américaines à la démocratie et à la participation politiques des couches populaires, voir également Rouquié (2010).

*coureurs, surtout à partir de 2013, qui montraient que le parti s'acheminait vers un désastre. [Mais] les critiques ont alors été accueillies de deux façons : le mépris arrogant des (dirigeants) et les accusations des militants (...) qui considéraient ces critiques comme [issues du] PIG2, moralisatrices, gauchistes, etc. (...). Le pouvoir a fait très mal au PT: les structures dirigeantes du parti se sont laissées corrompre, les militants se sont laissés domestiqués et les mouvements sociaux, autrefois en orbite autour du PT, se sont trouvés propulsés en orbite autour de l'État (...) perdant [ainsi] leur énergie combative dans leur lutte pour les droits et la justice sociale» (2016).*

De fait, le pouvoir a été particulièrement corrosif pour le PT. Son insertion institutionnelle dans un système politique caractérisé par sa force d'inertie, où toute parcelle de pouvoir se négocie au prix fort, lui a finalement été fatale. Portant la marque de la vieille République oligarchique, un tel système oblige le parti victorieux aux élections présidentielles, mais toujours minoritaire au Congrès, à « acheter » la stabilité politique en distribuant les ressources, postes et prébendes, en multipliant les concessions et en nouant des alliances contre nature, quitte à renoncer à certains engagements ou à édulcorer son programme politique. Si ces jeux de pouvoir ont longtemps été dénoncés par le PT dans sa prime jeunesse, il s'en est plutôt accommodé une fois arrivé à la magistrature suprême. Il s'est laissé prendre au jeu en renonçant à changer les règles du jeu. En dépit de ses promesses de campagne, il n'a pas pu, ni voulu, réformer ce « présidentialisme de coalition ». Pis, certains de ses dirigeants se sont abandonnés aux mêmes pratiques que celles qu'ils fustigeaient couramment chez leurs adversaires et les partis traditionnels, dit physiologiques (Correa Leite, 2016). Or, comme le fait remarquer Fornazieri, « les « électeurs se montrent intolérants à la corruption des gauches, dès lors qu'ils veulent voir en elle une réserve morale...un exemple d'administration correcte de la chose publique, un ciment éthique dans la société. Quand les gauches se corrompent, les électeurs se sentent trahis » (2016).

Aussi, le PT qui se voulait le promoteur d'une démocratie sociale étendue et participative en est venu à être considéré par une bonne partie de l'opinion publique comme le « symbole » même de la corruption du personnel politique. Peu à peu, s'est focalisé sur lui une haine tenace, distillée il est vrai par les grands médias, qui n'ont cessé de l'accuser de tous les maux de la société brésilienne (criminalité, crise économique, corruption, etc.). Ainsi, par un étrange retournement de situation, le flambeau de la lutte contre la corruption est passé dans les mains des droites les plus corrompues, qui s'en sont habilement servies pour faire tomber les têtes à gauche.

Dans ces conditions, les alliances précaires que le PT avait mises en place pour gouverner ne pouvaient faire long feu. Elles n'ont résisté ni aux révélations du Lava Jato (littéralement « lavage express », nom donné à l'affaire de corruption impliquant l'entreprise pétrolière publique, Petrobras), ni à la crise économique qui s'est abattue sur le pays à la veille du second mandat de Dilma Rousseff. Pour les anciens partenaires de la coalition, qui ont vite senti le vent tourné, la rupture ne pouvait que s'imposer, d'autant que l'enquête se rapprochait dangereusement d'eux. Le PT était le bouc émissaire idéal. Autrefois utile politiquement, il était devenu un obstacle aux ambitions gouvernementales du PMDB et de ses anciens partenaires. La suite est connue. Elle a été abondamment commentée. Elle a abouti au coup d'État parlementaire du 17 avril 2016 et à la restauration conservatrice du gouvernement Temer, tous deux parés d'un voile de légalité et justifiés par des impératifs de redressement du pays (Ibid.).

Si la destitution de la présidente a clairement bénéficié du climat de rejet voire de haine entretenue vis-à-vis du PT et du monde « politique » en général («Tous corrompus » !), il est néanmoins frappant de constater le peu de résistance que les secteurs progressistes de la société brésilienne, complètement tétanisés, ont opposé à cette rupture de l'ordre démocratique. À la différence des manifestations massives organisées par la gauche à la fin du siècle dernier (le mouvement *diretas-já* durant la première moitié des années 1980 et les manifestations pour la destitution de Collor en 1992 notamment), les mobilisations contre le coup d'État n'ont guère mobilisé les foules. De basse intensité, la protestation a été sans commune mesure avec les gigantesques et inédites mobilisations pro-impeachment qui ont commencé à investir les rues des grandes villes du pays à partir mars 2014. Une situation qui traduit le désenchantement vis-à-vis du PT et la faiblesse structurelle de la gauche qui peine à mobiliser et à recruter au-delà de cercles autonomistes et anarchistes disparates.

---

2 Partido da Imprensa golpista (Parti de la presse putschiste). Termes utilisés par la gauche brésilienne pour qualifier le quatrième pouvoir représenté par les médias brésiliens, proches de l'oligarchie, et dénoncer le rôle joué par ceux-ci dans le coup d'État militaire de 1964 et, dernièrement, dans le coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff.

Là encore, sans pour autant minimiser le contexte international et les manœuvres de la droite, le PT doit admettre sa part de responsabilité. Le recentrage du Parti des travailleurs dans les années 1990 pour se positionner dans la compétition électorale, son adhésion aux objectifs de croissance et de stabilité macro-économique, l'abandon d'une partie de son programme de changement social, ses alliances contre nature avec certaines forces politiques, sociales et économiques les plus rétrogrades du pays, sa gestion plus technocratique que politique, la fuite en avant néolibérale du second gouvernement Rouseff après une campagne estampillée à gauche ; et enfin, les révélations de l'enquête sur le Lava Jata... Tout cela a alimenté un sentiment de désillusion et de trahison. Ce désamour a érodé la base d'appui du PT et réduit à peau de chagrin l'important ancrage social qui le caractérisait à ses débuts (Singer, 2015 ; Correa Leite, 2016 ; Fornazieri 2016).

Face aux mutations importantes qu'a connu le Brésil ces dix dernières années et aux pressantes attentes d'une génération nouvelle, le PT n'a pu s'adapter ni renouveler ses engagements. Prisonnier de ses alliances et de ses jeux politiques, il a fini par abandonner toute perspective de transformation sociale. Corseté dans une vision économiciste étriquée et une conception instrumentale de l'État, qu'il a renoncé à transformer, il n'a pas prévu ni trouvé de parade à la crise qui abattue sur le pays début 2014, conséquence elle-même de choix malheureux, notamment en matière de politiques économiques (Correa Leite 2016 ; Salama, 2016). Finalement, comme le note le politologue et anthropologue argentin Salvador Shavelzon, le PT a fini par s'enfermer dans une bulle qui l'empêche aujourd'hui de penser son rapport à la société ou encore de comprendre les mouvements de fond qui la travaillent. Déconnecté de plus en plus des réalités de terrain, il n'as pas saisi la signification et la portée des mobilisations qui ont investi les rues des grandes villes brésiliennes en juin 2013. Assoupi, il n'a pas pris conscience qu'il ne constituait désormais plus une référence obligée, y compris pour les milieux populaires (2016).

Reste que la crise que connaît le PT est aussi celle de l'ensemble des gauches brésiliennes. Elles se sont montrées incapables de reconquérir le terrain perdu dans un contexte de transformation sinon de dissolution du tissu social. Et ce terrain perdu, il l'a manifestement été au profit des secteurs les plus réactionnaires de la société brésilienne. La montée de la criminalité et d'un fort sentiment d'insécurité.

La généralisation d'une culture de plus en plus consumériste et individualiste. Les profondes inégalités qui clivent encore le corps social brésilien, la vulnérabilité économique croissante depuis l'éclatement de la crise économique et la précarisation de l'emploi. La dilution des identités de classes, la fragmentation du mouvement syndical, l'obsolescence des anciennes formes d'action collective, la corrosion des liens associatifs ou encore le vide d'appartenance idéologique... Tels sont autant de facteurs qui créent les conditions propices au repli sur soi ou jettent de plus en plus de Brésiliens dans les bras des très conservatrices églises néo-pentecôtistes, vues comme des lieux refuges, quand elles ne les amènent pas à adhérer aux solutions sécuritaires et moralisatrices proposées par l'élite et les nouveaux entrepreneurs politiques, clairement marqués à droite, voire à l'extrême droite. À Rio, l'écrasante victoire de l'évangéliste Crivella face à l'une des nouvelles icônes de la gauche brésilienne, Marcelo Freixo (PSOL) au deuxième tour des élections municipales est à ce titre révélateur de cette progressive « droitisation » de la société. Un basculement à droite qui a concerné aussi de nombreux jeunes des classes moyennes, comme le montre le succès du Movimento Brasil Livre ou de Vem Pra Rua, principaux fer-de-lance d'une sorte de Tea Party tropical (Delcourt, 2016).

Les chantiers sont nombreux pour les gauches. Celles-ci devront impérativement les investir en réactivant leur synergie, en retournant dans la rue et en renouant avec un vaste programme de changement social, sous peine de voir leur marginalisation se poursuivre et le processus de régression sociale gagner du terrain. Les étudiants qui se sont mobilisés massivement contre le PEC 55 (Proposta de emenda a Constituição 55, anciennement PEC 241) qui visent à introduire dans la Constitution un gel des dépenses publiques pour vingt ans montrent peut-être déjà la voie à suivre...

## **Bibliographie**

Delcourt L. (2016), « Printemps trompeur au Brésil », Le Monde diplomatique, mai, p. 1 et 9.

Delcourt L. (2016), "Tea Party tropical ? Entre appel au putsch, ordre moral et discours anti-pauvres, la montée en puissance d'une nouvelle droite au Brésil », Basta !, 25 mars, [www.bastamag.org](http://www.bastamag.org)

Correa Leite J (2016), « Brasil : a construção conflitiva de uma sociedade neoliberal », America Latina Hoje, FSM 2016 (Montréal), août, pp. 48-82.

Fornazieri Z. (2016), « Os escombros do PT », GGN (O jornal de todos os Brasis), 3 octobre, <http://jornalggn.com.br/noticia/os-escombros-do-pt-por-aldo-fornazieri>.

Greenwald G., Fishman A., Miranda D. (2016), "Brazil is Engulfed by Ruling Class Corruption – and a Dangerous Subversion of Democracy", The Intercept, mars, <https://theintercept.com/2016/03/18/brazil-is-engulfed-by-ruling-class-corruption-and-a-dangerous-subversion-of-democracy/>

Rouquié A. (2010), A l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine, Albin Michel.

Salama P. (2016), « Reprimarisation sans industrialisation. Une crise structurelle au Brésil », Autres Brésils, 5 mai, <http://www.autresbresils.net/Reprimarisation-sans-industrialisation-une-crise-structurelle-au-Bresil>

Schavelzon S. (2016), « A esquerda brasileira fala para si mesma, sem uma real conexão com a sociedade », propos recueillis par Patricia Fachin, in Caros Amigos, 7 novembre, <http://www.carosamigos.com.br/index.php/politica/8348-a-esquerda-brasileira-fala-para-si-mesma-sem-uma-real-conexao-com-a-sociedade-2>

Singer A. (2015), "Cutucando onças com varas curtas. O ensaio desenvolvimentista no primeiro mandato de Dilma Rousseff (2011-2014) », Novos Estudos, 102, juillet, pp. 43-71.

**Laurent Delcourt est sociologue et historien, chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
[cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be) - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

